



**MISE À JOUR DES
PRINCIPES DIRECTEURS
2014-2015**

TABLE DES MATIÈRES

1.	VOLET EXPÉRIMENTAL	1
	Changements applicables au Programme pilote de partenariats avec des accélérateurs (3PA)	2
2.	VOLET CONVERGENT	3
	Changements applicables à tous les programmes (Production et Développement)	3
	Changements applicables à tous les programmes de production	3
	Changements applicables à tous les programmes ayant des composantes médias numériques	4
	Changements applicables à tous les programmes de production ayant des composantes médias numériques	4
	Changements applicables au Programme des enveloppes de rendement	4
	Changements applicables à tous les programmes dont les fonds sont distribués dans l'ordre de présentation des demandes.....	6
	Changements applicables à la Mesure incitative pour la production de langue anglaise (dorénavant la Prime pour la production régionale de langue anglaise)	6
	Changements applicables à la Mesure incitative pour la production de langue anglaise en milieu minoritaire	6
	Changements applicables à la Mesure incitative pour la production nordique	7
	Changements applicables à la Mesure incitative pour les médias numériques convergents	7
	Changements applicables à la Mesure incitative pour la coproduction en médias numériques	8
	Changements applicables à tous les programmes de production dont le financement est attribué selon un processus sélectif (Programme autochtone, Programme de diversité linguistique, Programme de production de langue française en milieu minoritaire et Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise).....	8
	Changements applicables au Programme autochtone	9
	Changements applicables au Programme de production de langue française en milieu minoritaire	10
	Changements applicables au Programme de diversité linguistique	12
	Changements applicables au Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise	13
	Changements applicables au Programme de développement	13
	Nouvelle Mesure incitative pour le codéveloppement international	15
	Changements applicables au Programme de doublage/sous-titrage	16
	Changements applicables à l'annexe A.....	16
	Changements applicables à l'annexe B.....	16

1. VOLET EXPÉRIMENTAL

Diminution de la contribution maximale pour le développement et la mise en marché

- Auparavant, la contribution maximale à un projet au titre de l'aide au développement et à la mise en marché s'établissait à 75 % des dépenses admissibles du projet ou 500 000 \$, selon le moindre de ces montants.
- Dorénavant, la contribution maximale s'établit à 75 % des dépenses admissibles du projet ou 400 000 \$, selon le moindre de ces montants.
 - Voir la section 2.3.1.

Changements apportés à la grille d'évaluation

- Auparavant, la première section des critères d'évaluation était Équipe de production ou de développement.
- Désormais, trois composantes de l'équipe sont évaluées dans cette section, à savoir le studio, le personnel et le travail d'équipe.
- Auparavant, le critère « caractère distinctif du modèle de gestion » était évalué dans la section Innovation et avancement.
- Ce critère fait désormais partie de la section Plan d'affaires.
- Auparavant, le critère du plan de mise en marché et de promotion était examiné pour tous les projets.
- Dorénavant, le plan de mise en marché et de promotion ne constitue un critère que pour les projets de production et de mise en marché. Pour les projets de développement, c'est la stratégie de mise en marché et de promotion qui sera évaluée.
- Auparavant, pour les projets de développement, la pondération des critères d'évaluation s'établissait à 20 % (Équipe), 60 % (Innovation et avancement), 10 % (Plan d'affaires) et 10 % (Stratégie de diffusion).
- Dorénavant, pour les projets de développement, la pondération s'établit à 25 % (Équipe), 65 % (Innovation et avancement) et 10 % (Stratégie de diffusion). Le Plan d'affaires sera examiné pour les projets de développement, mais il ne recevra aucun point dans la grille d'évaluation.
 - Voir la section 2.4.

Changement quant aux dépenses d'origine canadienne liées à la mise en marché

- Auparavant, pour tous les projets, il était exigé qu'au moins 75 % des dépenses admissibles soient d'origine canadienne.
- Dorénavant, pour les projets de mise en marché, il est exigé que 50 % des dépenses admissibles soient d'origine canadienne.
 - Voir la section 3.2.1.

Clarification de la définition de projets télévisuels et cinématographiques convergents

- Auparavant, les Principes directeurs précisaient seulement que les projets associés à une production télévisuelle ou cinématographique n'étaient pas admissibles au financement du Volet expérimental.
- Le FMC précise maintenant que les projets médias numériques assortis d'une composante télévision ou cinéma peuvent être jugés admissibles si : (i) la composante télévision ou cinéma ne constitue pas la principale composante du projet, mais qu'elle fait partie d'une expérience multiplateforme intégrée; et (ii) le projet médias numériques est présenté ou distribué sur une ou plusieurs plateformes numériques au moins trois mois avant la diffusion ou l'exploitation de la composante télévision ou cinéma.
 - Voir la section 3.2.2.1.

Changements applicables au Programme pilote de partenariats avec des accélérateurs (3PA)

Les bénéficiaires ayant déjà reçu du financement du Volet expérimental ne seront plus invités à remplir un formulaire d'intérêt

- Auparavant, le FMC invitait les anciens bénéficiaires de financement du Volet expérimental à signifier leur intérêt pour le programme en remplissant un formulaire en vue de travailler éventuellement avec un accélérateur.
- Dorénavant, puisque la plupart des bénéficiaires sont au courant de l'existence du Programme, le FMC n'invitera plus les bénéficiaires à manifester leur intérêt. Les requérants doivent communiquer avec leur analyste du Volet expérimental dès qu'ils ont trouvé l'accélérateur avec lequel ils souhaitent travailler.

Liste révisée d'accélérateurs approuvés

- La liste des accélérateurs qui ont été approuvés en vue de fournir des programmes d'accélération aux requérants du 3PA a été révisée. L'admissibilité d'autres accélérateurs sera évaluée au cas par cas.
 - Voir le paragraphe 4.

2. VOLET CONVERGENT

Changements applicables à tous les programmes (Production et Développement)

Élimination de l'exigence voulant que les projets s'adressent à un public canadien et soient avant tout destinés à un auditoire canadien (anciennement Exigence fondamentale n° 1 pour les composantes télévision)

- Auparavant, cette exigence s'appliquait aux composantes télévision et médias numériques des projets. Cette exigence a été éliminée et il n'est plus nécessaire d'y satisfaire pour être admissible au financement.
 - Voir les Principes directeurs applicables, sections 3.2.TV.1 et 3.2.MN.1.

Exception à l'exigence fondamentale 1 (auparavant, 2) élargie pour les projets d'animation

- Auparavant, l'exception touchant les projets d'animation accordait un pointage de 8 sur 10 sur l'échelle du BCPAC. Un point pouvait être attribué pour l'« intervallisme » fait à l'étranger, et un point à un caméraman non canadien.
- Dorénavant, un maximum de deux points peuvent être accordés à des non-Canadiens pour l'intervallisme, un caméraman ou une maquette et un arrière-plan (« background & layout »).
 - Voir l'annexe A, dramatiques et émissions pour enfants et jeunes, section B.

Changements applicables à tous les programmes de production

Modification du montant minimal de participation au capital converti en suppléments de droits de diffusion

- Auparavant, le FMC convertissait automatiquement toute demande de participation au capital inférieure à 10 000 \$ en suppléments de droits de diffusion.
- Ce montant est augmenté à 100 000 \$.
 - Voir les Principes directeurs applicables, section 2.2.

Clarification de l'exigence voulant que les projets n'aient pas été diffusés avant le dépôt de la demande au FMC

- Auparavant, les Principes directeurs indiquaient qu'une composante télévision ne pouvait avoir été télédiffusée avant la présentation d'une demande de financement au FMC.
- Cette disposition a été clarifiée et prévoit désormais que le projet, ni aucune version de celui-ci, ne doit jamais avoir été diffusé ni présenté sur quelque plateforme que ce soit avant la demande de financement au FMC.
 - Voir la section 3.2.TV.4 e).

Précision des types d'activités de mise en marché admissibles, de l'allocation budgétaire et de la réaffectation des dépenses liées à la mise en marché

- Auparavant, seules les campagnes de médias numériques et de mise en marché virale autres que celles menées habituellement par les télédiffuseurs canadiens étaient admissibles. Cette restriction a été éliminée pour que tout type de campagne de médias numériques et de mise en marché virale soit admissible au titre de dépenses de mise en marché si elle est menée par le requérant admissible.
- Les dépenses de mise en marché non admissibles ont été clarifiées par l'ajout d'exemples : les réceptions de fin de tournage, les cadeaux à l'équipe et la création de sites Web de base.
- L'inclusion des dépenses liées à la mise en marché dans les devis de production a été clarifiée, pour exiger l'affectation de toutes ces dépenses au poste n° 70 du devis pour les composantes télévision ainsi qu'au poste GEN-23 du devis pour les composantes médias numériques.
- Auparavant, les Principes directeurs précisaient que le financement reçu pour les dépenses admissibles du devis liées à la mise en marché devait être consacré aux activités de mise en marché et ne devrait pas être réaffecté à d'autres dépenses de la production. Cette interdiction a été éliminée.
 - Voir les Principes directeurs applicables, sections 2.3.2.TV.2 et 2.3.2.MN.1.

Changements applicables à tous les programmes ayant des composantes médias numériques

Clarification de la définition de composante médias numériques « riche et élaborée »

- Auparavant, les Principes directeurs établissaient qu'une composante médias numériques à contenu riche et élaboré comprenait : les applications Web 2.0 et ultérieures, les sites Internet hautement immersifs ou interactifs, les applications et contenus mobiles ou les jeux vidéo, les contenus ou les applications présentant un contenu substantiel selon les normes actuelles de l'industrie – ou les surpassant –, ou encore les contenus et applications analogues.
- Dorénavant, les Principes directeurs précisent qu'une composante médias numériques riche et élaborée offre à l'auditoire une expérience numérique ou de médias sociaux cohérente et à valeur ajoutée avant, pendant et après la diffusion de la composante télévision. Elle accroît l'expérience des téléspectateurs au-delà de la simple recherche d'information sur l'émission et vise à augmenter la fidélité de l'auditoire envers l'émission de télévision.
 - Voir les Principes directeurs applicables, section 3.2.MN.

Changements applicables à tous les programmes de production ayant des composantes médias numériques

Ajout de la durée maximale autorisée pour les licences de composantes médias numériques

- Les Principes directeurs précisent maintenant que la durée maximale autorisée pour les licences de composantes médias numériques des télédiffuseurs canadiens correspond à la durée de la licence acquise par le télédiffuseur pour la composante télévision.
 - Voir les Principes directeurs applicables, section 3.2.MN.4.

Il n'est plus nécessaire de soumettre simultanément une demande pour les composantes télévision et médias numériques

- Auparavant, les Principes directeurs exigeaient que les composantes télévision et médias numériques fassent l'objet d'une même demande de financement au FMC, et que toutes les composantes soient soumises simultanément. Cette exigence a été éliminée.
 - Voir les Principes directeurs applicables, section 3.2.

Changements applicables au Programme des enveloppes de rendement

Élimination du supplément de droits de diffusion maximal de 25 % pour les projets dramatiques à gros budget

- Auparavant, le supplément de droits de diffusion maximal pour la composante télévision des projets à gros budget s'établissait à 25 % des dépenses admissibles.
- Le supplément de droits de diffusion maximal s'établit maintenant à 20 % des dépenses admissibles pour tous les types de composante télévision.
 - Voir la section 2.2.

Réduction de la contribution sous forme de supplément de droits de diffusion pour les séries à saisons multiples

- Pour les séries qui en sont à leur première saison en 2014-2015, la première contribution du FMC à la composante télévision prendra la forme d'un supplément de droits de diffusion jusqu'à concurrence de 20 % des dépenses admissibles de la composante. À compter de la deuxième saison de ces séries, la contribution maximale du FMC sous forme de supplément de droits de diffusion diminuera de 2 % par année pour les séries anglophones et de 1 % par année pour les séries francophones. La contribution maximale sous forme de supplément de droits de diffusion cessera de diminuer lorsqu'elle aura atteint un seuil de 10% pour les séries anglophones et un seuil de 15% pour les séries francophones (c'est-à-dire à compter de la sixième saison d'une série dont la première saison a été produite en 2014-2015).

- Cette règle ne s'applique qu'aux nouvelles séries. Les séries dont la première saison a été produite avant 2014-2015 continueront d'être admissibles à la contribution maximale sous forme de droits de diffusion de 20 % pour toutes leurs saisons.
 - Voir la section 2.2.

Élargissement de la définition de « télédiffuseurs avec petites enveloppes » bénéficiant d'une marge de manœuvre de 100 % et n'étant pas visés par le plafond relatif aux productions internes ou aux productions affiliées

- Auparavant, seuls les groupes d'entreprises ou les télédiffuseurs indépendants dont les allocations d'enveloppe de rendement combinées étaient inférieures à 2,5 millions de dollars n'étaient pas visés par la règle qui limitait les allocations aux productions internes et affiliées à 7,5 % de leur allocation consacrée aux documentaires dans ce genre et à 15 % de l'ensemble de leurs émissions dramatiques, pour enfants et jeunes ainsi que de variétés et arts de la scène, et des marges de manœuvre dans ces trois genres.
- L'exemption a été élargie pour inclure les groupes d'entreprises et les télédiffuseurs indépendants dont les allocations d'enveloppe de rendement combinées sont inférieures à 5 millions de dollars et les télédiffuseurs éducatifs.
 - Voir la section 2.1.1.

Clarification de la catégorie linguistique applicable pour les doubles tournages

- Auparavant, les Principes directeurs établissaient que, lorsqu'une dramatique est tournée en anglais et en français (un double tournage), l'anglais et le français sont considérés comme les deux langues de la version originale. La référence « dramatique » a été éliminée; cette catégorisation linguistique s'applique désormais aux projets de tous les genres.
 - Voir la section 2.1.2.

Changement de nom de la Mesure incitative pour la production régionale de langue française au Québec et des exigences de financement au moment du dépôt de la demande

- Auparavant, cette mesure incitative était connue sous le nom de Mesure incitative pour la production régionale de langue française. Le nom a été modifié dans le but de refléter que la mesure incitative est offerte aux requérants du Québec.
- Les composantes télévision faisant l'objet d'une demande au titre de cette mesure incitative sont désormais tenues d'être entièrement financées au moment de la demande, incluant le montant de financement demandé.
 - Voir la section 2.3.1.1.TV.

Ajout d'une exception quant à la date du début des principaux travaux de prises de vue ou d'animation clé des productions

- Un exemple a été ajouté aux types de projets pour lesquels des exceptions pourraient être autorisées relativement à l'attente générale du FMC voulant que les travaux de prises de vue ou d'animation clé doivent commencer dans l'exercice où ils ont été financés ou dans les trois mois qui suivent.
- Les Principes directeurs précisent maintenant que des exceptions pourraient être autorisées pour des projets dont la production doit commencer pendant la période au cours de laquelle le FMC ne reçoit pas de demande de financement (p. ex., de décembre à mars). Cependant, un requérant qui déciderait d'entreprendre la production avant la confirmation du financement du FMC le ferait à ses propres risques.
 - Voir la section 3.2.TV.4 d)

Modification aux exigences seuil en matière de droits de diffusion.

La grille présentant les exigences seuil en matière de droits de diffusion a été simplifiée. Parmi les changements :

- Les catégories de projets dont les paramètres étaient identiques ou similaires ont été regroupées (p. ex., séries et séries renouvelées)
- Une exigence seuil en matière de droits de diffusion de 10 % a été créée pour tous les longs métrages documentaires de langue anglaise.

- Des changements ont été apportés aux exigences seuil en matière de droits de diffusion concernant les téléfilms de langue anglaise :
 - Voir la section 3.2.TV.5.1.

Changements applicables à tous les programmes dont les fonds sont distribués dans l'ordre de présentation des demandes

Droit de distribuer des fonds de façon proportionnelle (au prorata) en cas de demande excédentaire

- Auparavant, les programmes dont les fonds sont distribués dans l'ordre de présentation des demandes se terminaient lorsque tous les fonds avaient été alloués aux projets admissibles.
- Étant donné la popularité et le surplus de demandes pour certains programmes et dans un effort d'équité envers tous les requérants, le FMC a désormais ajouté le droit de distribuer les montants disponibles de façon proportionnelle (au pro-rata) entre les projets admissibles.

Changements applicables à la Mesure incitative pour la production de langue anglaise (dorénavant la Prime pour la production régionale de langue anglaise)

Destinée à la production régionale à l'échelle du pays (sauf exception) sans égard au niveau de l'activité de production

- Auparavant, la mesure incitative était offerte dans certaines provinces ou certains territoires en réponse à une chute importante des activités de production.
- Dorénavant, la Prime est accessible aux projets de langue anglaise produits dans toutes les régions. Cependant, les projets du Québec, des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut et du Yukon ne sont pas admissibles à cette prime puisqu'ils sont visés par d'autres mesures incitatives, à savoir la Mesure incitative pour la production de langue anglaise en milieu minoritaire (Québec) et la Mesure incitative pour la production nordique (Territoires du Nord-Ouest, Nunavut et Yukon).

Limite sur l'allocation de fonds dans chaque province ou territoire

- Étant donné que la prime est offerte aux régions de tout le Canada (sauf les exceptions mentionnées ci-dessus), le FMC a restreint l'accès de chaque province à 30 % des fonds disponibles à la première date limite. Les fonds restants après la première date limite seront accessibles à toutes les provinces admissibles de la deuxième date d'ouverture à la date limite finale.

Ajout de la définition de « régions »

- Aux fins de la prime, le terme « régions » englobe toute partie du Canada située à plus de 150 km de Toronto, en empruntant la route la plus raisonnablement courte.

Changements applicables à la Mesure incitative pour la production de langue anglaise en milieu minoritaire

Réduction du montant de la contribution maximale à 750 000 \$

- Auparavant, la contribution maximale du FMC dans le cadre de cette mesure incitative pouvait atteindre jusqu'à 15 % des dépenses admissibles de la composante télévision, jusqu'à concurrence de 1 million de dollars par projet.
- Le maximum par projet a été réduit à 750 000 \$.

Changements applicables à la Mesure incitative pour la production nordique

Maintien de la Mesure incitative pour la production nordique à titre de mesure incitative distincte

- Auparavant, la Mesure incitative pour la production nordique faisait partie du Programme des enveloppes de rendement. Cette mesure incitative a été maintenue comme mesure incitative distincte.
 - Voir les Principes directeurs pour la Mesure incitative pour la production nordique

Augmentation de la contribution maximale par projet

- Auparavant, la Mesure incitative offrait un supplément de droits de diffusion correspondant à 10 % des dépenses admissibles de la composante télévision, jusqu'à concurrence de 100 000 \$ par projet.
- Dorénavant, la Mesure incitative offre un supplément de droits de diffusion correspondant à 20 % des dépenses admissibles de la composante télévision, jusqu'à concurrence de 200 000 \$ par projet.

Les chaînes communautaires sont maintenant incluses dans la définition de « diffuseur canadien »

- Pour cette mesure incitative seulement, à titre d'initiative pilote, le FMC considère maintenant que l'expression « diffuseur canadien » inclut les chaînes communautaires exploitées au Nunavut, au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest. Dans le cas des projets ayant obtenu des droits de diffusion admissibles auprès de canaux communautaires exploités au Nunavut, au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest, aucun montant minimal d'exigence seuil en matière de droits de diffusion n'a été fixé

Harmonisation du montant de la Politique des honoraires du producteur et des frais d'administration pour tous les projets de cette mesure incitative

- Auparavant, la Politique des honoraires du producteur et des frais d'administration s'appliquait entièrement aux projets de cette mesure incitative, de façon à ce que, pour les projets dont les devis de production atteignaient à 500 000 \$ ou plus, le montant de la Politique pouvant être inclus dans le devis de production s'établissait au maximum à 20 % des sections B + C du devis de production.
- Dorénavant, dans le cadre de cette mesure incitative, les honoraires du producteur et les frais d'administration inclus dans le devis de production peuvent atteindre jusqu'à 30 % des sections B + C du devis de production pour tous les projets, sans égard au montant du devis.

Changements applicables à la Mesure incitative pour les médias numériques convergents

Limite quant au nombre de demandes de financement au titre de la mesure incitative

- Auparavant, il n'y avait pas de limite quant au nombre de demandes de financement pouvant être présentées au titre de cette mesure incitative.
- Dorénavant, dans le marché anglophone, chaque télédiffuseur ou groupe d'entreprises de diffusion ne peut déposer plus de 5 projets par année dans le cadre de ce programme. Chaque composante médias numériques d'un projet convergent est considéré comme un projet. De plus, aucun télédiffuseur donné ou groupe d'entreprises de diffusion ne peut déclencher plus de 20% de l'allocation attribuée aux projets en anglais.

Dans le marché francophone, il n'y a pas de limite quant au nombre de projets qu'un télédiffuseur donné ou un groupe d'entreprises de diffusion peut déclencher. Cependant, aucun télédiffuseur ou groupe d'entreprises de diffusion ne peut déclencher plus de 40% de l'allocation attribuée aux projets en français

Plafond sur le financement des productions internes et affiliées

- Auparavant, il n'existait pas de plafond relativement aux fonds affectés aux productions internes et affiliées dans le cadre de cette mesure incitative.
- Le FMC a introduit un changement à l'effet qu'un maximum de 50 % des fonds de cette mesure incitative seront affectés à des productions affiliées et à des productions internes. Toutefois, les télédiffuseurs ou les groupes d'entreprises de diffusion disposant d'allocations d'enveloppes de rendement inférieures à 5 millions de dollars et tous les télédiffuseurs éducatifs ne sont pas visés par le plafond de 50 %.

Changements applicables à la Mesure incitative pour la coproduction en médias numériques

Inclusion du codéveloppement en médias numériques

- Auparavant, cette mesure incitative n'était destinée qu'aux projets de coproduction.
- Dorénavant, cette mesure incitative est également destinée aux projets de codéveloppement.
- Relativement aux projets de codéveloppement, cette aide prendra la forme d'une contribution non remboursable de 75 % de la part canadienne des dépenses admissibles d'un projet, jusqu'à concurrence de 50 000 \$ par projet. Les dépenses admissibles totales des projets en développement ne doivent pas être inférieures à 25 000 \$.

La participation du télédiffuseur est maintenant exigée pour les projets de codéveloppement et de coproduction

- Auparavant, cette mesure incitative n'exigeait pas qu'un télédiffuseur contribue financièrement au projet.
- Dorénavant, pour être admissible à la mesure incitative, le projet de codéveloppement ou de coproduction doit recevoir du financement d'un télédiffuseur canadien, mais aucun montant minimal n'est exigé.

Changements applicables à tous les programmes de production dont le financement est attribué selon un processus sélectif (Programme autochtone, Programme de diversité linguistique, Programme de production de langue française en milieu minoritaire et Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise)

Changement dans le calcul de l'exigence seuil en matière de droits de diffusion et des montants de la contribution maximale, lorsque les fonds proviennent de plus d'un programme de financement

- Auparavant, si un projet recevait des fonds du Programme des enveloppes de rendement et d'un Programme sélectif, on effectuait un calcul double en vue de déterminer l'exigence seuil en matière de droits de diffusion et le montant de la contribution maximale, en déterminant le rapport entre les dépenses admissibles de chaque composante et la contribution du FMC à l'Enveloppe de rendement pour chaque composante, comparé à la contribution totale du FMC au projet, puis en appliquant l'exigence des enveloppes de rendement et l'autre programme de financement à chaque portion correspondante.
- Le calcul a été simplifié. Si un projet reçoit des fonds du Programme des enveloppes de rendement et d'un Programme sélectif, le montant de l'exigence seuil en matière de droits de diffusion du programme sélectif s'appliquera aux dépenses admissibles totales. Les projets admissibles peuvent recevoir une somme pouvant aller jusqu'à la contribution maximale établie pour le Programme sélectif; tous les fonds supplémentaires, le cas échéant, proviendront de l'Enveloppe de rendement du télédiffuseur. La contribution totale du FMC au titre de l'Enveloppe de rendement et d'autres programmes du FMC ne peut dépasser 84 % des dépenses admissibles.
 - Voir les Principes directeurs applicables, section 2.3.1.1.

Précision des exigences et engagements linguistiques pour les télédiffuseurs fournissant des droits de diffusion admissibles

- Auparavant, les Principes directeurs ne précisait pas toujours clairement la langue dans laquelle la composante télévision devait être diffusée.
- Dorénavant, les Principes directeurs indiquent que la composante télévision doit être diffusée dans la langue originale de production au moins par le télédiffuseur qui fournit les droits de diffusion admissibles les plus élevés, comme première fenêtre de diffusion, aux heures de grande écoute.
- Les télédiffuseurs de deuxième fenêtre de diffusion et de fenêtres ultérieures dont la langue n'est pas celle de la langue originale de production peuvent désormais fournir des droits de diffusion admissibles pour contribuer à l'exigence seuil en matière de droits de diffusion et diffuser l'émission dans leur langue, aux heures de grande écoute.
 - Voir les Principes directeurs applicables, section 3.2.TV.5 e) i).

Changements à la grille d'évaluation

Pour tous les critères d'évaluation, le nombre maximal de points pour chacun des critères est désormais précisé.

Changements aux critères d'évaluation sur l'intérêt du marché

- Auparavant, le critère d'évaluation relatif à l'intérêt du marché permettait d'obtenir un maximum de 30 points.
- Ce nombre a été porté à 25 points.
- La notoriété des éléments créatifs a été éliminée des critères d'intérêt du marché.

Changements aux critères d'évaluation sur les éléments créatifs

- Auparavant, le critère d'évaluation relatif aux éléments créatifs permettait d'obtenir un maximum de 30 points.
- Ce nombre a été porté à 35 points.

Changements applicables au Programme autochtone

Clarification des règles de financement du développement et du prédéveloppement

- Auparavant, la section Développement des Principes directeurs du Programme autochtone faisait référence au Programme de développement. Les règles sont maintenant mentionnées dans la section des Principes directeurs du Programme autochtone sur le développement. Relativement à la composante télévision, le FMC peut accorder une contribution maximale de 50 % (ou 75 % dans le cas d'un projet de développement régional) des dépenses admissibles, ou jusqu'à concurrence de 200 000 \$ pour toutes les phases confondues et tous les types d'émissions. Relativement à la composante médias numériques, le FMC peut accorder une contribution maximale de 75 % des dépenses admissibles, ou 50 000 \$.
- Toutes les demandes d'aide au prédéveloppement doivent être accompagnées d'une lettre d'intérêt d'un télédiffuseur canadien, mais il n'est pas obligatoire d'engager des droits de développement. Le FMC peut accorder une contribution maximale de 75 % des dépenses admissibles, ou 15 000 \$, si cette somme est inférieure. Les séries renouvelées, les productions affiliées et les productions internes ne sont pas admissibles au prédéveloppement.
 - Voir la section 2.1.2.
- Auparavant, il était nécessaire de présenter séparément les composantes télévision et médias numériques, en deux demandes avec des devis distincts.
- Dorénavant, en développement, si les dépenses admissibles de la composante médias numériques sont inférieures à 5 000 \$, il est impératif d'inclure les dépenses de la composante médias numériques dans le devis télévision et de ne soumettre qu'une seule demande. Ces dépenses sont désormais considérées comme des dépenses admissibles de la composante télévision.

Les distributeurs numériques peuvent être considérés comme des diffuseurs canadiens en développement et en prédéveloppement

- Dans le cadre du développement et du prédéveloppement du Programme autochtone seulement, et à titre d'initiative pilote, le FMC peut considérer un distributeur numérique comme un télédiffuseur canadien dans le but de permettre à un requérant d'obtenir une participation financière (développement) ou une lettre d'intérêt (prédéveloppement), si le FMC établit que le diffuseur numérique est une société sous contrôle canadien. Le FMC déterminera l'admissibilité des diffuseurs numériques à cette initiative pilote au cas par cas.
 - Voir la section 2.1.2.

Limite quant au nombre de demandes de financement en développement et en prédéveloppement

- Auparavant, il n'y avait pas de limite quant au nombre de demandes de financement pouvant être présentées au titre du programme.
- Dorénavant, les requérants admissibles peuvent soumettre deux projets admissibles en développement et deux projets admissibles en prédéveloppement par année.
 - Voir la section 2.1.2.

Engagement minimal par diffuseur exigé à la première phase pour l'aide au développement

- Auparavant, un engagement de contribution financière par un diffuseur canadien était exigé seulement après la première phase de développement.
- Dorénavant, un engagement de contribution financière par un diffuseur canadien sera exigé pour toutes les phases de développement, y compris la première phase. Aucun montant minimal n'a été fixé en ce qui concerne cette contribution.
 - Voir la section 2.1.2.

Changement dans la répartition du supplément de droits de diffusion et de la participation au capital ainsi que dans le pourcentage de contribution maximale

- Auparavant, la première contribution du FMC à la composante télévision prenait la forme d'un supplément de droits de diffusion jusqu'à concurrence de 70 % de la contribution totale du FMC à la composante télévision, et le reste prenait la forme d'une participation au capital jusqu'à concurrence de 70 % des dépenses admissibles..
- Dorénavant, la première contribution du FMC à la composante télévision prend la forme d'un supplément de droits de diffusion jusqu'à concurrence de 40 % des dépenses admissibles de la composante. Tout montant supérieur à ce maximum prendra la forme d'une participation au capital, jusqu'à concurrence de 60 % des dépenses admissibles, supplément de droits de diffusion et participation au capital combinés.
 - Voir les sections 2.2 et 2.3.1.

Pourcentage minimal des dialogues ou de la narration de la composante télévision en langue autochtone

- Auparavant, aucun pourcentage minimal n'était précisé relativement à la présence de la langue autochtone dans la composante télévision.
- Le FMC précise désormais que 20 % des dialogues ou de la narration de la version définitive de la composante télévision doivent être tournés en langue autochtone.
 - Voir la section 3.2.TV.4.

Financement minimal d'un télédiffuseur canadien exigé pour les composantes médias numériques

- Auparavant, il n'y avait aucun montant minimal exigé provenant d'un télédiffuseur canadien.
- Dorénavant, la composante médias numériques doit faire l'objet d'un financement minimal de la part d'un télédiffuseur canadien représentant 10 % des dépenses admissibles de la composante.
 - Voir la section 3.2.MN.4.

Une seule date limite pour la production

- Auparavant, il y avait deux dates limites pour les projets en production, l'une au printemps et l'autre à l'automne.
- Il n'y aura désormais qu'une seule date limite, soit au printemps.
 - Voir les dates limites des programmes dans le site Web du FMC.

Changements applicables au Programme de production de langue française en milieu minoritaire

Clarification des règles de financement au développement et au prédéveloppement

- Auparavant, on réservait des fonds à l'aide au développement au titre de ce programme, jusqu'à 300 000 \$.
- Le montant des fonds réservés au développement et au prédéveloppement en vertu de ce programme est passé à 500 000 \$.
- Auparavant, la section des Principes directeurs sur le développement faisait référence au Programme de développement. Les règles sont maintenant établies dans la section des Principes directeurs du Programme de production de langue française en milieu minoritaire sur le développement.
- Pour la composante télévision, le FMC peut contribuer jusqu'à 75 % des dépenses de développement admissibles, jusqu'à concurrence de 200 000 \$ pour toutes les phases confondues et tous les types d'émissions. Relativement à la composante médias numériques, le FMC peut accorder une contribution maximale de 75 % des dépenses admissibles, ou 50 000 \$.

- Toutes les demandes d'aide au prédéveloppement doivent être accompagnées d'une lettre d'intérêt d'un télédiffuseur canadien, mais il n'est pas obligatoire d'engager des droits de développement. Le FMC peut contribuer au projet jusqu'à un maximum de 75 % des dépenses admissibles, ou 15 000 \$, selon le moindre de ces montants. Les séries renouvelées, les productions affiliées et les productions internes ne sont pas admissibles au prédéveloppement.
 - Voir la section 2.1.2.
- Auparavant, en développement, il était nécessaire de présenter séparément les composantes télévision et médias numériques, en deux demandes avec des budgets distincts.
- Dorénavant, en développement, si les dépenses admissibles de la composante médias numériques sont inférieures à 5 000 \$, il est impératif de combiner les dépenses de la composante médias numériques dans le devis de la composante télévision et de ne soumettre qu'une seule demande. Ces dépenses sont désormais considérées comme des dépenses admissibles de la composante télévision.

Changement quant au montant exigé de remboursement

- Auparavant, seuls 75 % de l'avance devaient être remboursés.
- Dorénavant, la totalité de l'avance doit être remboursée au moment de la première éventualité de remboursement décrite à la section 2.2 de la section Sous-programmes de développement régional de langue française des Principes directeurs du Programme de développement.
 - Voir les Principes directeurs du Programme de développement, section 2.2.

Limite quant au nombre de demandes de financement au titre du programme de développement et de prédéveloppement

- Auparavant, il n'y avait pas de limite quant au nombre de demandes de financement pouvant être présentées au titre du programme.
- Dorénavant, les requérants admissibles peuvent soumettre un maximum de deux projets admissibles en développement et de deux projets admissibles en prédéveloppement par année.
 - Voir la section 2.1.2.

Changement dans la répartition du supplément de droits de diffusion et de la participation au capital ainsi que dans le pourcentage de contribution maximale

- Auparavant, la première contribution du FMC à la composante télévision prenait la forme d'un supplément de droits de diffusion jusqu'à concurrence de 35 % des dépenses admissibles totales à la composante télévision, et le reste prenait la forme d'une participation au capital jusqu'à une contribution maximale combinée de 84 % des dépenses admissibles.
- Dorénavant, la première contribution du FMC à la composante télévision prend la forme d'un supplément de droits de diffusion jusqu'à concurrence de 30 % des dépenses admissibles de la composante. Tout montant supérieur à ce maximum prendra la forme d'une participation au capital, jusqu'à concurrence de 60 % des dépenses admissibles, supplément de droits de diffusion et participation au capital combinés.
 - Voir les sections 2.2 et 2.3.1.

Élimination de l'exigence d'assurer un financement à un ou des documentaires à partir de l'Enveloppe de rendement lorsque le montant de la contribution du Programme de production de langue française en milieu minoritaire dépasse 1,2 million de dollars pour un projet de dramatique

- Auparavant, si un télédiffuseur contribuait pour plus de 1,2 million de dollars à un projet de dramatique dans le cadre du Programme de production de langue française en milieu minoritaire, il devait verser un montant égal au montant dépassant 1,2 million de dollars provenant de l'Enveloppe de rendement à un ou plusieurs documentaires répondant aux exigences de la section 3 des Principes directeurs du Programme de production de langue française en milieu minoritaire.
- Cette exigence a été éliminée.
 - Voir la section 2.3.1.

Élimination de l'exigence de nombre minimal de productions de langue française antérieure pour confirmer l'admissibilité

- Auparavant, pour être admissible au programme, le requérant devait avoir produit trois émissions dont la langue originale est le français.
- Cette exigence a été éliminée afin de faciliter l'admissibilité de nouveaux requérants si les autres exigences du programme sont satisfaites.
 - Voir la section 3.1.

Changement dans le calcul de la contribution du FMC pour les coproductions

- Auparavant, dans le cas des coproductions, si le requérant possédait de 50 à 74 % des droits d'auteur du projet, la contribution du FMC était calculée selon la part des dépenses admissibles du requérant. Si le requérant possédait 75 % et plus des droits d'auteur du projet, la contribution du FMC était calculée selon les dépenses admissibles du projet dans son ensemble.
- Dorénavant, pour tous les projets admissibles, la contribution du FMC sera calculée selon la part des dépenses admissibles du requérant.
 - Voir la section 3.1.

Harmonisation de l'exigence seuil en matière de droits de diffusion et de la contribution maximale du FMC pour tous les projets dramatiques, ajout d'un montant maximal et d'une exigence seuil en matière de droits de diffusion pour les projets d'animation et hausse de la contribution maximale pour les émissions de variétés et arts de la scène ainsi que pour les composantes médias numériques

- Auparavant, l'exigence seuil en matière de droits de diffusion pour les dramatiques différait en fonction de la contribution du FMC au titre du programme (à savoir 20 % des dépenses admissibles si la contribution s'établissait à 1,2 million de dollars ou moins et 23 % des dépenses admissibles si la contribution s'établissait 1,2 million ou plus).
- L'exigence seuil en matière de droits de diffusion s'établit maintenant à 20 % des dépenses admissibles pour tous les projets dramatiques.
- Il y a maintenant une exigence seuil en matière de droits de diffusion distincte pour les projets d'animation, à savoir 10 % des dépenses admissibles.
- Le montant de la contribution maximale pour les émissions de variétés et des arts de la scène est passé de 400 000 \$ à 500 000 \$.
- Le montant de contribution maximale pour les composantes médias numériques est passé de 200 000 \$ à 500 000 \$, ou 75 % des dépenses admissibles, selon le moindre de ces montants.
 - Voir les sections 2.3.1 et 3.2.TV.5.1.

Changements applicables au Programme de diversité linguistique

Ajout d'une exigence seuil en matière de droits de diffusion pour la composante télévision

- Auparavant, il n'y avait aucune exigence seuil en matière de droits de diffusion fixée pour ce programme.
- Une exigence seuil a été fixée à 10 % des dépenses admissibles de la composante télévision.
 - Voir la section 3.2.TV.5.1.

Financement minimal d'un télédiffuseur canadien exigé pour les composantes médias numériques

- Auparavant, il n'y avait aucun montant minimal exigé provenant d'un télédiffuseur canadien.
- Dorénavant, la composante médias numériques doit faire l'objet d'un financement minimal de la part d'un télédiffuseur canadien représentant 10 % des dépenses admissibles de la composante.
 - Voir la section 3.2.MN.4.

Changements applicables au Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise

Réduction de l'exigence seuil en matière de droits de diffusion pour les longs métrages documentaires ayant des dépenses admissibles de plus de 750 000 \$.

- Auparavant, l'exigence seuil en matière de droits de diffusion pour tous les projets dans le cadre de ce programme s'établissait à 15 % des dépenses admissibles de la composante télévision.
- Une exigence seuil en matière de droits de diffusion particulière a été établie à 10 % pour les longs métrages documentaires ayant des dépenses admissibles de plus de 750 000 \$.
 - Voir la section 3.2.TV.5.1

Les droits de diffusion de télédiffuseurs étrangers peuvent être jugés admissibles

- Dans tous les autres programmes, et auparavant dans le cadre de ce programme, les droits de diffusion admissibles ne pouvaient être fournis que par des télédiffuseurs canadiens.
- Dans le cadre de ce programme uniquement, à titre d'initiative pilote, les droits de diffusion de télédiffuseurs étrangers offrant une programmation à heure fixe peuvent être jugés admissibles pour les besoins de la satisfaction de l'exigence seuil à condition que la part la plus importante des droits de diffusion admissibles provienne d'un télédiffuseur canadien. L'admissibilité des télédiffuseurs étrangers sera évaluée par le FMC au cas par cas.
 - Voir la section 3.2.TV.5.1.

Ajout du financement participatif comme exemple de partenaires financiers tiers autorisés à offrir un financement minimal pour le dépôt de la composante télévision

- Auparavant, les exemples de tiers canadiens pouvant s'engager à verser un financement minimal de 15 % des dépenses admissibles de la composante télévision au moment du dépôt de la demande étaient des distributeurs traditionnels ou numériques, des agences provinciales, des agences de financement publiques ou privées, ou encore des télédiffuseurs, et les crédits d'impôt quand des droits de diffusion admissibles sont confirmés pour le projet.
- Les campagnes de financement participatif fructueuses font dorénavant partie de la liste d'exemples.
 - Voir la section 3.2.TV.6.

Changements applicables au Programme de développement

Le Programme de développement a fait l'objet d'une restructuration et a été divisé en trois sous-programmes :

1) Enveloppes de développement de langue anglaise et française; 2) Mesure incitative pour la production régionale de langue française au Québec; et 3) Prédéveloppement régional de langue anglaise et française.

Changement au processus de demande pour les composantes médias numériques à petit budget

- Auparavant, il était nécessaire de présenter séparément les composantes télévision et médias numériques en deux demandes avec des budgets distincts.
- Dorénavant, en développement, si les dépenses admissibles de la composante médias numériques sont inférieures à 5 000 \$, il est impératif de combiner les dépenses de la composante médias numériques dans le devis de la composante télévision et de ne soumettre qu'une seule demande. Ces dépenses sont désormais considérées comme des dépenses admissibles de la composante télévision.

Changements applicables au sous-programme des Enveloppes de développement

Élargissement de la définition de « télédiffuseurs avec petites enveloppes » pour l'exemption du plafond pour les productions internes ou les productions affiliées

- Auparavant, seuls les groupes d'entreprises et les télédiffuseurs indépendants dont l'allocation d'enveloppe de rendement combinée s'établissait à moins de 2 500 000 \$ étaient exemptés de la règle sur la restriction des allocations aux productions internes ou affiliées à 15 % de leurs enveloppes de développement.
- L'exemption a été élargie pour inclure les groupes d'entreprises et les télédiffuseurs indépendants dont les allocations d'enveloppe de rendement combinées sont inférieures à 5 millions de dollars ainsi que les télédiffuseurs éducatifs.
 - Voir la section 2.1.1.

Harmonisation et simplification du montant de la contribution maximale pour les projets de langue anglaise et française

- Auparavant, des montants de contribution maximale différents s'appliquaient selon que le projet était de langue anglaise ou de langue française. Les montants de contribution maximale étaient précisés par phase pour les projets de langue française. En outre, la contribution maximale pour les composantes médias numériques était restreinte à 50 % des dépenses admissibles.
- Dorénavant, le même montant de contribution maximale s'applique aux projets des deux langues, et la contribution maximale par phase ne s'applique plus aux projets de langue française. Relativement à la composante télévision du projet, la contribution maximale s'établit à 50 % (ou 75 % pour un projet de développement régional de langue anglaise) des dépenses admissibles de développement, jusqu'à concurrence de 200 000 \$ pour toutes les phases confondues et tous les types d'émissions. Pour la composante médias numériques du projet, la contribution maximale s'établit à 75 % des dépenses admissibles en développement, jusqu'à concurrence de 50 000 \$ pour toutes les phases confondues.
 - Voir la section 2.A.2.

Clarification de la réduction de la contribution du FMC et des exigences seuil en matière de droits de développement du télédiffuseur en présence de tiers bailleurs de fonds

- Auparavant, s'il y avait des tiers bailleurs de fonds (autres que le FMC, le requérant ou un télédiffuseur canadien), ce financement et l'exigence seuil en matière de droits de développement réduisaient, au prorata, la participation du FMC et les droits de développement de façon proportionnelle au financement.
- Dorénavant, les Principes directeurs indiquent que, s'il y a des tiers bailleurs de fonds, l'exigence seuil en matière de droits de développement et la participation du FMC seront calculés sur le financement total des dépenses admissibles, moins la participation du tiers.
 - Voir la section 2.A.3.

Ajout d'un délai de 12 mois avant la signature d'une entente de développement avec le télédiffuseur pour les dépenses admissibles

- Auparavant, les dépenses engagées avant que le requérant n'ait conclu une entente de développement admissible avec un télédiffuseur ne constituaient pas des dépenses admissibles, sauf exceptions.
- Reconnaissant qu'il est souvent nécessaire d'engager certaines dépenses avant la signature de l'entente de développement admissible (p. ex., dépenses de prédéveloppement), le FMC a introduit un délai de 12 mois avant la signature, au cours duquel ces dépenses pourraient être jugées admissibles.
 - Voir la section 2.3.

Changements dans les dépenses de développement admissibles pour la composante télévision

- Auparavant, les dépenses de préproduction n'étaient pas limitées par type de projet.
- Dorénavant, les dépenses de préproduction inscrites ne sont autorisées que pour les séries renouvelées; ces dépenses sont limitées à 10 % des dépenses admissibles de développement.
 - Voir la section 2.3.2.TV.1.

Changements applicables au sous-programme de Développement régional de langue française au Québec

Changement du montant de la contribution maximale

- Auparavant, les montants de la contribution maximale pour les composantes télévision s'établissaient à 65 % des dépenses admissibles en développement, toutes phases combinées, jusqu'à un montant maximal qui variait selon le genre ou le type de projet, et pour les composantes médias numériques, à 50 % des dépenses admissibles en développement, toutes phases combinées, jusqu'à un montant maximal de 50 000 \$.
- Dorénavant, les contributions maximales s'établissent à : pour la composante télévision, 75 % des dépenses admissibles en développement, ou jusqu'à concurrence de 200 000 \$, pour toutes les phases confondues et tous les types d'émissions; et, pour la composante médias numériques, 75 % des dépenses de développement admissibles, jusqu'à concurrence de 50 000 \$ pour toutes les phases confondues.
 - Voir la section 2.B.2.

Harmonisation de l'exigence seuil en matière de droits de développement du télédiffuseur pour la composante télévision

- Auparavant, l'exigence seuil en matière de droits de développement pour les composantes télévision s'établissait à 15 % des dépenses admissibles pour les dramatiques et les émissions pilotes de tous les genres, et à 10 % pour les documentaires, les émissions pour enfants et jeunes ainsi que les émissions de variétés et arts de la scène.

L'exigence seuil en matière de droits de développement s'établit désormais à 10 % des dépenses admissibles pour toutes les composantes télévision dans tous les genres admissibles.

- Voir la section 2.B.3.

Changement quant au montant de remboursement exigé

- Auparavant, seuls 75 % de l'avance devaient être remboursés.
- Dorénavant, la totalité de l'avance doit être remboursée au moment de la première éventualité de remboursement décrite dans la section 2.2.

Changements applicables au sous-programme de Prédéveloppement régional de langue anglaise et française

Règles combinées en un seul sous-programme

- Auparavant, les segments de prédéveloppement régional de langue anglaise et française étaient séparés; ils étaient établis dans des sections différentes des Principes directeurs.
- Dorénavant, ils sont combinés dans un seul sous-programme; ils sont établis dans la même section des Principes directeurs.
 - Voir la section 2.C.1.

Hausse du montant de la contribution maximale pour les projets de langue française

- Auparavant, le montant de la contribution maximale destinée aux projets de langue française s'établissait à 5 000 \$ par projet admissible.
- Dorénavant, le montant de la contribution maximale peut atteindre 75 % des dépenses admissibles, ou 10 000 \$ par projet admissible, selon le moindre de ces montants.
 - Voir la section 2.C.2.

Nouvelle Mesure incitative pour le codéveloppement international

- Le FMC lance cette mesure incitative visant à encourager le développement (et, éventuellement, la production) de contenu convergent par des producteurs canadiens et des coproducteurs internationaux. Cette mesure incitative sera accordée aux projets codéveloppés avec des coproducteurs de pays où le FMC a conclu une entente avec un partenaire financier de codéveloppement.

- Cette aide prendra la forme d'une contribution non remboursable de 75 % de la part canadienne des dépenses admissibles d'un projet, jusqu'à la limite maximale précisée de chaque entente de partenariat. Cette mesure incitative sera accordée aux projets admissibles selon l'ordre de présentation des demandes.
- La liste de partenaires de codéveloppement figure dans l'annexe A de la mesure incitative; elle sera modifiée à l'occasion.
- Les renseignements sur ce programme, incluant les principes directeurs, seront disponibles à compter du 7 avril 2014 et rendus disponibles sur le site Web du FMC.

Changements applicables au Programme de doublage/sous-titrage

Élimination de la condition liée aux entreprises de distribution

- Auparavant, en vertu des Principes directeurs, toute entente d'affaires ou de sous-distribution portant sur la mise en marché de la version doublée ou sous-titrée au Canada ne devait être conclue qu'avec des sociétés canadiennes possédant une expertise reconnue dans ces marchés.
- Cette exigence a été éliminée.
 - Voir la section 3.2.TV.2.

Élimination de la condition liée aux entreprises de distribution actives dans des marchés spécialisés

- Auparavant, les Principes directeurs prévoyaient que le FMC pouvait participer financièrement au doublage ou au sous-titrage de projets admissibles destinés à des marchés spécialisés et que les sociétés qui présentaient une demande d'aide au doublage ou au sous-titrage devaient avoir une expertise reconnue et un volume d'affaires suffisant dans ces marchés.
- Cette possibilité de financement a été éliminée.
 - Voir la section 3.2.TV.2.

Changements applicables à l'annexe A

Élimination de l'exigence voulant que les projets s'adressent à un public canadien et soient avant tout destinés à un auditoire canadien (anciennement Exigence fondamentale n° 1 pour les composantes télévision)

- Auparavant, cette exigence s'appliquait aux composantes télévision des projets. Cette exigence a été éliminée et il n'est plus nécessaire de la satisfaire pour être admissible au financement.
 - Voir les Principes directeurs applicables, section 3.2.TV.1.

Élimination de la définition de documentaires 2EF

- Étant donné que l'exigence fondamentale voulant que les projets s'adressent à un public canadien et soient avant tout destinés à un auditoire canadien a été éliminée, la définition de documentaires 2EF a également été supprimée. Le concept de 2EF/4EF n'est plus pertinent, et tous les documentaires doivent désormais respecter les trois EF restantes, hormis les exceptions appropriées décrites dans l'annexe A.

Changements applicables à l'annexe B

Politique des honoraires du producteur et des frais d'administration

Ajout des projets de la Mesure incitative pour la production nordique au plafond de 30 %

- La politique prévoit maintenant que, pour tous les projets financés par l'entremise de la Mesure incitative pour la production nordique, le plafond sur les honoraires du producteur et des frais d'administration s'établit à 30 %, sans égard au devis.

Politique de récupération normalisée – Volet convergent

Élimination des frais d'administration/ frais de recouvrement de 5 % pour les sociétés de production

- Auparavant, les sociétés de production étaient autorisées à percevoir 5 % des revenus nets de distribution, payables au FMC, déduction faite des honoraires et des dépenses admissibles pour compenser les frais d'administration liés à la collecte, au paiement et à la comptabilité des revenus à verser au FMC.
- Les frais d'administration/frais de recouvrement de 5 % retenus par les sociétés de production ne sont plus autorisés.

Élimination de l'exigence d'offrir des droits de distribution internationaux aux sociétés canadiennes de ventes à l'étranger dûment qualifiées

- Auparavant, la politique exigeait que les sociétés canadiennes de ventes à l'étranger dûment qualifiées se voient offrir en premier les droits de distribution internationaux.
- Cette exigence a été éliminée.

Élimination de la protection aux distributeurs privés relative aux distributeurs publics admissibles

- Auparavant, la politique prévoyait que le FMC pouvait appliquer une récupération normalisée moins favorable aux distributeurs publics admissibles.
- Cette protection a été éliminée de la politique.

Clarification des règles qui concernent la récupération croisée

- Auparavant, la politique indiquait seulement que la récupération croisée n'était pas permise entre les titres distribués par un distributeur.
- Maintenant, la politique définit le terme « titre » et spécifie que la récupération croisée n'est pas permise entre les saisons d'une série.

*Veillez noter que la **politique sur les Exigences en matière de comptabilisation et de présentation** sera entièrement mise à jour et sera publiée sous peu.*